

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - jeudi 8 décembre 2022

SOMMAIRE

- Carnage à Kishishe et Bambo: « les M23 ont exécuté sommairement 131 civils dont 17 femmes et 12 enfants) » (Enquête préliminaire de la Monusco et du BCNUDH)
 - Est de la RDC : dans les camps de déplacés, la faim tenaille, le choléra menace
 - Kindu : plus de 25 000 cas des violences basées sur le genre identifiés dans les milieux scolaires
 - La violence et le harcèlement au travail touchent plus d'une personne sur cinq, selon l'OIT
 - Malaise à la CENI : Patricia Nseyo envoie une lettre ferme à Denis Kadima
 - RDC: Félix Tshisekedi visite les nouvelles recrues à la base militaire de Kitona
 - M23: dans un meeting à Rutshuru-centre, le M23 réitère sa « volonté » de se désengager mais demande au préalable d'être « écouté »
 - Ituri : le gouverneur annonce de renforcement des effectifs militaires à Soleniama
 - RDC : quatre morts dans des affrontements intercommunautaires en Ituri
 - Kwango : 13 morts enregistrés parmi les déplacés de Kwamouth
- **DROITS HUMAINS**

Carnage à Kishishe et Bambo: « les M23 ont exécuté sommairement 131 civils dont 17 femmes et 12 enfants) » (Enquête préliminaire de la Monusco et du BCNUDH)

Les terroristes du M23 ont tué au moins 131 civils parmi lesquels 102 hommes, 17 femmes et 12 enfants au cours des actes de représailles du 29 au 30 novembre à Kishishe et Bambo, deux villages du territoire de Rutshuru, dans le Nord -Kivu. Ceci ressort d'une enquête préliminaire menée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH), en collaboration avec la Monusco. Selon les résultats de cette enquête préliminaire, les M23 ont exécuté arbitrairement par balles ou à l'aide d'armes blanches des victimes. Ils ont commis ces atrocités dans le cadre d'une campagne des représailles après les affrontements entre les M23 et les autres groupes locaux. « Ces violences ont été commises dans le cadre d'une campagne de meurtres, de viols, d'enlèvements et de pillages contre ces deux villages du territoire de Rutshuru en

représailles à des affrontements entre le M23 et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR – FOCA) et des groupes armés Mayi-Mayi Mazembe et Nyatura Coalition des Mouvements pour le Changement », peut-on lire dans le communiqué de presse de la Monusco.

Est de la RDC : dans les camps de déplacés, la faim tenaille, le choléra menace

Des milliers de minuscules abris de fortune s'agglutinent le long de la route au nord de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, témoins de l'immense crise humanitaire en cours dans cette région déchirée par les conflits.

Les habitants du territoire de Rutshuru se sont enfuis par dizaines de milliers depuis fin octobre vers la sécurité relative de la capitale provinciale du Nord-Kivu, fuyant l'avancée des rebelles du M23. Les plus vulnérables se sont installés au bord de la route, dans de sommaires huttes de branches couvertes de bâches, sur les champs de lave durcie au pied du volcan Nyiragongo. Malgré l'intervention d'organisations humanitaires, tous les déplacés interrogés par l'AFP se plaignent de la faim. Plusieurs rapportent qu'ils doivent se battre pour obtenir de la nourriture. Et le choléra, conséquence du manque d'hygiène, a fait son apparition. "Je ne sais pas où trouver à manger", se lamente Suzanne Niramivumbi Kavakura, petite femme de 90 ans, foulard sur la tête, enroulée dans son châle coloré.

- **DROITS DES FEMMES**

Kindu : plus de 25 000 cas des violences basées sur le genre identifiés dans les milieux scolaires

Depuis le mois de janvier jusqu'à à novembre 2022, 25 157 cas des violences basées sur le genre ont été identifiés dont 16 513 cas des enfants de moins de 18 ans dans les milieux scolaires. L'ONG Soutien aux actions des femmes indulgentes (SAFI)/Maniema dans le cadre de son projet de mobilisation des communautés locales contre les violences sexuelles en milieux scolaires a organisé ce mercredi 7 décembre à Kindu, une journée de plaidoyer à l'attention des autorités scolaires de la province éducationnelle Maniema 1. L'objectif visé selon la coordinatrice de cette ONG est de chercher l'engagement de ces autorités dans la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre au Maniema. C'était dans le cadre de 16 jours d'activisme contre des violences basées sur le genre que cette journée a été organisée pour éveiller la conscience de ces autorités scolaires sur ce qui se passe dans les écoles. « Si nous venons auprès des autorités scolaires c'est pour trouver leur engagement en rapport avec les violences qui sont faites en milieux scolaires. Depuis janvier 2022 jusqu'à nos jours

nous avons enregistré 25 157 cas des violences faites aux jeunes filles. Et parmi ces violences il n'y a que 3% seulement qui sont prise en charge », a expliqué la coordinatrice provinciale de SAFI, Zahera Shami.

La violence et le harcèlement au travail touchent plus d'une personne sur cinq, selon l'OIT

Plus d'une personne sur cinq (soit près de 23%) des personnes ayant un emploi ont subi de la violence ou du harcèlement au travail, que ce soit d'ordre physique, psychologique ou sexuel, révèle une nouvelle étude conjointe, la première du genre, de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de la Lloyd's Register Foundation (LRF) et de Gallup. Cette enquête réalisée au niveau mondial à propos des expériences vécues de violence et de harcèlement au travail a pour objectif d'aboutir à une meilleure compréhension et à une meilleure prise de conscience d'un problème enraciné au sein de facteurs économiques, sociaux et culturels complexes.

Intitulé *Données d'expérience sur la violence et le harcèlement au travail: première enquête mondiale* le rapport donne une idée de l'étendue du problème et de ses formes différentes. Le rapport étudie également les facteurs qui peuvent empêcher les gens de parler de ce qu'ils ont vécu, notamment la honte, le sentiment de culpabilité, un manque de confiance dans les institutions ou parce que ce type de comportements inacceptables est considéré comme « normal ».

Une violence difficile à mesurer

Il est difficile de mesurer le niveau de violence et de harcèlement au travail. Le rapport indique que seule la moitié des victimes dans le monde ont parlé de ce qu'elles ont vécu à quelqu'un d'autre, et souvent seulement après avoir subi plus d'une forme de violence et de harcèlement. Les raisons les plus fréquentes pour garder le silence sont qu'il s'agirait d'une « perte de temps » et de la crainte d'avoir « mauvaise réputation ». Les femmes sont davantage susceptibles de partager ce qu'elles ont vécu que les hommes (60,7% en comparaison à 50,1%).

Globalement, 17,9% des salariés hommes et femmes indiquent avoir fait l'objet de violence et de harcèlement psychologiques dans leur vie professionnelle, et 8,5% ont fait face à de la violence ou du harcèlement physique, les hommes étant plus nombreux à en avoir été victimes. Parmi les personnes ayant répondu à l'enquête, 6,3% ont fait état de violences sexuelles et de harcèlement sexuel, les femmes étant particulièrement exposées.

- **SITUATION POLITIQUE**

Malaise à la CENI : Patricia Nseyo envoie une lettre ferme à Denis Kadima

Après que la Commission électorale nationale indépendante a publié le calendrier électoral donnant ainsi une sorte de coup d'envoi ou coup de fouet au processus électoral, un malaise couve à la CENI. Dans une lettre qui a fuité dans la presse, le Rapporteur Patricia Nseyo Mulela écrit au président de la CENI Denis Kadima, pour, dit-elle, "tirer la sonnette d'alarme en vue de prévenir et anticiper les dangers éventuels".

Dans sa lettre, le Rapporteur écrit une lettre où transparaît une grande fermeté en fustigeant l'isolement dont, elle, comme rapporteur, se dit être l'objet. *"Qu'il me soit permis de rappeler à votre bienveillante attention que la mission principale de la CENI d'organiser les élections crédible dans les délais constitutionnels, demeure impérativement tributaire de l'accomplissement de tâches légales dévolue à chaque membre du staff dirigeant et ceux dans un esprit de collégialité",* écrit-elle, avant de poursuivre : *"point n'est besoin de souligner que le rapporteur de la CENI a, entre autres attributions, la supervision de la commission chargée du suivi de l'inscription des électeurs des candidats conformément à l'article 25 ter de la loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la CENI telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 13/ 012 du 19 avril 2013 et la loi organique n° 21/012 du 3 juillet 2021, ainsi que l'organisation technique des travaux du bureau".*

Patricia Nseyo rappelle à son supérieur le fait qu'elle "n'a été associée ni à la négociation ni à la signature d'un quelconque contrat de fourniture ni service ou d'équipement relevant de mon domaine.

RDC: Félix Tshisekedi visite les nouvelles recrues à la base militaire de Kitona

Le Président de la République Félix Tshisekedi est arrivé, mercredi, à Moanda, dans la province du Kongo Central, en partance pour la base militaire de Kitona, où il va rencontrer les nouvelles recrues des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Le Chef de l'Etat prévoit, indiquent les sources de la Présidence de la République, une visite officielle, ce jeudi 8 décembre, des installations de la base militaire de Kitona. Au cours de cette visite, le Commandant suprême des FARDC entend rassurer les hommes en uniforme de son soutien sans faille dans l'accomplissement de leur devoir patriotique de défendre l'intégrité du territoire national. Ces sources ajoutent « *qu'en sa qualité de Commandant suprême des FARDC et de la Police nationale, Félix Tshisekedi ne manquera pas au passage, de saluer l'éveil patriotique des jeunes recrues ayant répondu à son dernier appel à la mobilisation générale* ».

RDC: dans un meeting à Rutshuru-centre, le M23 réitère sa « volonté » de se désengager mais demande au préalable d'être « écouté »

Willy Ngoma, un des porte-parole du M23, a tenu un meeting ce mercredi à Rutshuru-centre. Il a lancé un message à Uhuru Kenyatta et Joao Lourenco en réitérant leur « volonté » de se désengager conformément à leur communiqué de mardi. *« Les gens ont lu le titre de notre message, mais ils ne sont pas allés jusqu'au bout. Nous sommes prêts à entamer le désengagement. Même moi-même j'ai déjà rassemblé mes affaires. Nous sommes prêts, qu'on nous dise si nous irons où et pour faire quoi ? Nous sommes prêts. Cependant, nous allons laisser ces territoires entre les mains des FDLR pour qu'ils viennent tuer nos frères »,* a-t-il dit. Et d'ajouter : *« Nous sommes prêts à partir. Cependant, il faut qu'on écoute. Nous en appelons au facilitateur. Quand deux personnes se battent, tu ne peux pas prêter l'oreille qu'à un seul quand. Il faut avoir les deux sons de cloche. Nous lançons ce message à Uhuru Kenyatta et au président angolais. Ils doivent nous écouter, même si nous n'étions pas à Nairobi. Nous voulons la paix, mais le gouvernement ne veut pas dialoguer avec nous. Si nous quittons ici nous allons dialoguer avec qui »,* s'est-il interrogé.

Ituri : le gouverneur annonce de renforcement des effectifs militaires à Soleniama

Le gouverneur militaire de l'Ituri, général Johnny Luboya a annoncé, mardi 6 décembre, le renforcement des forces de sécurité à Soleniama, dans le territoire d'Irumu. Ces hommes en uniforme auront la mission de rétablir l'ordre et favoriser le retour de la population, après des tensions enregistrées en début de semaine dans cette localité. Général Johnny Luboya a condamné le recours réciproque à la violence dans cette partie de l'Ituri ayant occasionné le déplacement de nombreux habitants. Il a lancé une mise en garde contre les auteurs de troubles et ceux qui portent illégalement des armes. Le gouverneur a indiqué que les réfractaires seront arrêtés et traduits en justice.

- **SECURITE**

RDC : quatre morts dans des affrontements intercommunautaires en Ituri

Quatre personnes ont été tuées dans des affrontements entre des membres de deux communautés dans un conflit autour d'une mine d'or artisanale dans le nord-est de la République démocratique du Congo, ont indiqué mercredi des sources locales. Ces affrontements à l'arme à feu ont opposé durant deux jours en début de semaine des jeunes Bira à des Hema dans la chefferie (ensemble de villages) de Baboa-Bokowe, à 10 km de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri, selon des témoignages recueillis par l'AFP. Selon Jonas Zorabo Lemi, responsable de cette chefferie, on a enregistré quatre

morts, deux blessés et un important déplacement de population vers des zones plus sécurisées. Le puits au centre du conflit était utilisé comme latrines dans la parcelle d'un membre de la communauté Bira avant d'être transformé en une sorte de carrière artisanale. Les filons d'or se prolongeant en grande partie dans la parcelle d'un Hema, ce dernier, soutenu par des membres de sa communauté, tentait de refuser l'accès aux jeunes Bira.

Kwango : 13 morts enregistrés parmi les déplacés de Kwamouth

Au moins 13 morts dont 6 enfants de moins de 5 ans, 4 femmes et 3 hommes, sont déjà comptés parmi plus de 30 000 déplacés reçus en provenance du territoire de Kwamouth, dans la province du Mai-Ndombe, fuyant les violences des assaillants armés. Selon le président du cadre de concertation provincial de la société civile de cette province, Lucien Lufutu, qui livre l'information, ces décès sont occasionnés par des conditions inhumaines dans lesquelles vivent ces déplacés. Il plaide auprès du gouvernement congolais et des partenaires pour une assistance humanitaire en leur faveur : *« Ils n'ont rien à manger. Ils ont pratiquement des difficultés pour survivre. Surtout les enfants non accompagnés qu'on a eus en grand nombre. Voilà pourquoi la société civile du Kwango demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour assister les déplacés d'une façon concrète. (...) »*